



SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

AIA d'AMBERIEU EN BUGEY

## Cahier des clauses techniques particulières

Référence : CCTP n°-05-2025.....  
Référence interne

**CCTP pour les sites de :** AB ☒ - BR ☐ - BX ☐ - CF ☐ - CP ☐ - DC ☐

**Objet du marché :** Prestation de maintenance préventive, curative et de contrôles réglementaires dont le contrôle technique de sept remorques au profit de la division métrologie de l'atelier industriel de l'aéronautique d'AMBERIEU EN BUGEY (AIA.AB) pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2026 au 31 Décembre 2029.

La prestation concerne les remorques N° 70700076, 70700127, 70800023, 70600012, 71300103, 71500011, 71500012.

### Résumé :

La prestation attendue consiste pour le titulaire à :

- Effectuer périodiquement, la maintenance préventive des remorques ;
- Effectuer périodiquement, les contrôles techniques et réglementaires des remorques ;
- Effectuer ponctuellement et sur devis, la maintenance curative de remorques ;
- Fournir un rapport d'intervention (comptes rendus des opérations de maintenance effectuées et les rapports de contrôles techniques et réglementaires)
- Faire la mise à jour des documents de maintenance.

Le transport des remorques est à la charge de l'AIA.AB. Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire peut être sollicité pour effectuer la prestation de transport de remorques.

Ligne prévisionnelle achat : 2894

Code nomenclature : 5886

## APPROBATION

<b>Emetteur du besoin</b> (nom, date, visa)  <b>M. DAVIDENKO</b>  TCT DAVIDENKO Pascal Coordinateur technique des équipes mobiles AIA-AB/METRO/AME1	<b>Chef de Division</b> (nom, date, visa)  05/09/2025  <b>CNE FOVET</b>	<b>Responsable Assurance</b> <b>Qualité</b> (nom, date/visa) 15/09/2025 <b>ICT Agathe HEINTZ</b> Cheffe Section Qualité Fournisseurs <b>AIA.AB/DIR/DQ</b>	<b>Approuvé par :</b> (nom, date, visa) 16/09/2025 <b>M. Patrick BOSSOUTROT</b> Sous-directeur technique Et directeur adjoint De l'AIA.AB
Nom du prescripteur : VIARD Eric			

## Table des matières

<b>1. OBJET / CONTEXTE</b>	<b>3</b>
1.1. Objet du marché	3
1.2. Contexte du marché	3
<b>2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE</b>	<b>3</b>
2.1. Documents de références applicables (Règlementations, Normes ISO, CE, EN...)	3
2.1.1. Qualité	3
2.1.2. Environnement	3
2.1.3. Santé et Sécurité au Travail (SST)	4
2.2. Terminologie	4
<b>3. EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES</b>	<b>4</b>
3.1. Présentation du besoin et/ou de son utilisation	4
3.1.1. Caractéristiques structurelles des remorques :	4
3.1.2. Caractéristiques des systèmes de sécurité incendie intégrés au remorques :	5
3.2. Nature, objectif de la prestation	5
3.2.1. Nature de la prestation	5
3.2.2. Objectif de résultat	5
3.3. Exigences fonctionnelles (fonctions principales, objectifs associés, limites d'intervention) et exigences concernant la conception et la réalisation	6
3.4. Organisation générale de la maintenance préventive et curative :	6
3.4.1. Maintenance préventive	6
3.4.2. Vérifications additionnelles	7
3.4.3. Prestation de maintenance curative :	8
3.5. Contrôles réglementaires :	8
3.6. Exigences concernant la documentation	8
3.7. Plan de management de la prestation	8
3.8. Interfaces	9
3.8.1. Référent de l'AIA.AB :	9
3.8.2. Sous-traitance :	Erreur ! Signet non défini.
<b>4. SURETE DE FONCTIONNEMENT – EXIGENCES OPERATIONNELLES (Fiabilité, disponibilité, aptitude à l'emploi)</b>	<b>9</b>
4.1. Délais de mise à disposition des remorques :	9
4.2. Délais d'indisponibilité des remorques :	9
4.3. Calendrier d'exécution des maintenances	9
<b>5. EXIGENCES PARTICULIERES</b>	<b>10</b>
5.1. Prescriptions spécifiques d'accès dans un établissement militaire :	10
5.1.1. Conditions d'entrée dans les établissements des armées :	10
5.1.2. Accès à l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'AMBERIEU (AIA.AB) :	10
5.2. Gestion de la documentation	10
5.3. Exigences d'assurance de résultats	10
<b>6. ASSURANCE QUALITE</b>	<b>11</b>
6.1. Exigences d'assurance de la qualité	11
6.2. Suivi qualité (indicateurs, bilans)	11
<b>7. EXIGENCES PREVENTION</b>	<b>11</b>
7.1. Exigences concernant la Santé et Sécurité au Travail (plan prévention, risques particuliers, accident du travail, assurance fournisseur)	11
7.2. Exigences concernant la protection de l'environnement	11
<b>8. CONDITIONS DE LIVRAISON</b>	<b>11</b>
8.1. Perception et restitution des remorques :	11
8.2. Exigences de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit	11
8.3. Transport des remorques :	11
<b>ANNEXE – CLAUSES COMMUNES AUX CCTP</b>	<b>12</b>



## 1. OBJET / CONTEXTE

### 1.1. Objet du marché

Prestation de maintenance préventive, curative et de contrôles réglementaire (dont le contrôle technique) de remorques laboratoires de métrologie mobiles au profit de la division métrologie de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'AMBERIEU EN BUGEY (AIA.AB), pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2026 au 31 Décembre 2029.

### 1.2. Contexte du marché

Dans le cadre de ses activités, l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'AMBERIEU EN BUGEY (AIA.AB) assure notamment des prestations de métrologie multi-domaines (inspection et maintenance de moyens de mesure), réalisées suivant les normes en vigueur dans les domaines de la métrologie et des essais.

L'AIA.AB possède un parc de remorques laboratoires de métrologie mobiles susceptibles de délivrer des prestations de vérification et d'étalonnage d'instruments au plus près de ses clients.



Remorque laboratoire de métrologie mobile déployée

## 2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

### 2.1. Documents de références applicables (Règlementations, Normes ISO, CE, EN...)

#### 2.1.1. Qualité

- Code de la route, dont le livre III, titre II, chapitre III relatif aux prescriptions concernant le véhicule (contrôle technique).
- Règle APSAD R4 (extincteurs mobiles).
- Règle APSAD R7 (détection automatique d'incendie - règle d'installation) en vigueur.
- Règle APSAD R13 (extinction automatique à gaz - règle d'installation) en vigueur.

#### 2.1.2. Environnement

- Code de l'environnement, livre V, titre IV, Chapitre III, section VI, articles R. 543-76 et suivants, (fluides frigorigènes utilisés dans les équipements thermodynamiques).
- Circulaire n°531/SG du 03/12/2008 relative à l'exemplarité de l'état au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et ses établissements publics.

### 2.1.3. Santé et Sécurité au Travail (SST)

- Sauf réglementation particulière relative aux véhicules aménagés dont le laboratoire mobile pour mesures, contrôle et essais : pour laboratoire (local de travail).
  - Code du travail, art.4226-5 et suivants, R.4226-14 à 20 (vérification installations électriques).
  - Arrêté de 26/12/2011 (vérification installations électriques).
- Code du travail, art. R.4312-13 (travail isolé).

## 2.2. Terminologie

**AIA AB** : Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey

**DPEI** : Division Prévention Environnement et Incendie

**CCTP** : Cahier des Clauses Techniques Particulières

**TITULAIRE** : Société attributaire du marché

**MCO** : Maintien en Condition Opérationnelle

## 3. EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES

### 3.1. Présentation du besoin

Les remorques de l'AIA.AB, au nombre de sept doivent faire l'objet d'un maintien en condition opérationnelle (MCO). Ce marché de maintenance a pour objectif principal d'obtenir un fonctionnement continu et optimal de celles-ci. Leurs caractéristiques sont définies ci-dessous :

#### 3.1.1. Caractéristiques structurelles des remorques :

N° remorque	Date mise en service	Marque châssis ou fabricant	Type	N° identification ou de série
70700127	27/11/2007	ADOC	SR223B	VF9SR233BM7045002
70700076	28/03/2007	ADOC	SR223B	VF9SR233BM7045001
70800023	21/10/2008	ADOC	SR223B	VF9SR233BM8045001
70600012	14/09/2006	ADOC	SR223B	VF9SR233BM6045001
71300103	15/11/2013	FOURNIER	ORIGINAL	VF9SR2DM113079001
71500011	09/03/2015	ASCA	S219CA	VGTS219CA260E0195
71500012	09/03/2015	ASCA	S219CA	VGTS219CA260E0196



### 3.1.2. Caractéristiques des systèmes de sécurité incendie intégrés au remorques :

N° remorques	Marque centrale	Composition du système incendie	Références articles
70700076	SIEMENS	1 Centralisateur de sécurité incendie	XC1001 B
		2 Batteries d'accumulateur	BAT 12-12
70700127		4 Détecteurs optiques de fumée ALGOREX	DO1102A
		1 Centralisateur d'extinction	CE24F1
70800023		1 Affiche lumineuse	ALINE30
		2 affiches lumineuses	ALEVE30
70600012		2 Déclencheurs manuels double actions	BCS2400
		1 sirène 24V	DIF24/S
		2 bouteilles 32 litres FM200 pré équipées (chargée à 62 kg de FM200)	BAT32
		2 Déclencheurs pyrotechniques	COPIST
71500011	CHUBB SECURITE	1 Centralisateur de sécurité incendie	UTEX.Pack
		1 passage manuel auto extinction	443600004
71300103		6 Détecteurs optiques de fumée SYSTEM SENSOR	C.Scan+O
		1 Module DAOV Electrique	600200013
		3 Affiches lumineuse	98310120
71500012		2 affiches lumineuses	98310121
		2 Commandes manuelles d'extinction	627000018
		2 Diffuseurs sonores SONOS DC	18-980528
		5 Pancartes lumineuse deux lignes	98314000
		3 Réservoirs ARGO 55-80L	ARGO

## 3.2. Nature, objectif de la prestation

### 3.2.1. Nature de la prestation

La prestation attendue consiste pour le titulaire à :

- Effectuer annuellement, la maintenance préventive des remorques ;
- Effectuer périodiquement, les contrôles techniques et réglementaires des remorques et de leurs installations fixes ;
- Effectuer ponctuellement et sur devis, la maintenance curative des remorques ;
- Fournir un rapport d'intervention (compte rendu des opérations de maintenance effectuées et les rapports de contrôles techniques et réglementaires) ;
- Faire la mise à jour des documents de maintenance.

### 3.2.2. Objectif de résultat

Le titulaire s'engage, au titre de ce marché, sur une obligation de résultat. Il emploiera les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, tout en se conformant à la réglementation relative à la santé et la sécurité du travail.

**Nota :** L'AIA.AB s'engage à utiliser ses remorques dans le strict respect des recommandations des fabricants.

### 3.3. Exigences fonctionnelles (fonctions principales, objectifs associés, limites d'intervention) et exigences concernant la conception et la réalisation

Dans le cadre de ce marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat, il a la responsabilité de mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans ce cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire désigne, au titre de ce marché, un référent de son organisme. Cette personne est le correspondant privilégié de l'AIA.AB. Il a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié ayant reçu préalablement la formation technique. Il s'engage également à fournir tous les justificatifs permettant de vérifier cette conformité si la personne publique le demande.

### 3.4. Organisation générale de la maintenance préventive et curative :

Le titulaire effectue, une fois par an, la maintenance préventive des remorques de métrologie. Cette prestation a lieu sur le site du titulaire.

La date de mise à disposition des remorques sera déterminée d'un commun accord entre le titulaire et le chef des équipes mobiles de l'AIA.AB ou de son représentant, en prenant en compte les périodes prédéfinies dans le tableau du paragraphe 4.3.

L'objectif principal de la maintenance préventive est de :

- Prévenir toutes défaillances ;
- Maintenir ces équipements à un niveau de performance et d'efficacité tout en garantissant la sécurité d'utilisation.

#### 3.4.1. Maintenance préventive

##### *3.4.1.1 Vérification partie remorque :*

- Perception de l'unité, mise en place et branchements
- Contrôle général de la carrosserie (Panneaux polyester, profils polyester d'angle de caisse, étanchéité du toit) ;
- Contrôle des gouttières extérieures ;
- Contrôle de la peinture sur la cellule et le châssis ;
- Contrôle de la liaison châssis/faux châssis et faux châssis/carrosserie ;
- Contrôle des supports, climatiseurs, stabilisateurs, ou autres équipements situés sous le plancher ;
- Contrôle et graissage des deux béquilles mécaniques ;
- Contrôle de l'installation hydraulique, essai et contrôle des vérins d'extension et béquille(s) hydraulique(s) avec graissage des rotules ;
- Contrôle visuel du tuyautage et des raccords, changement du filtre à huile, niveau et essai ;
- Contrôle de l'extension, fonctionnement, traverses coulissantes, planchers articulés et joints d'étanchéité ;
- Contrôle des escaliers d'accès, plateforme et rambardes, fonctionnement, serrage des marches, blocage sur les glissières, système de blocage des escaliers repliés ;
- Contrôle et révision des fenêtres, fonctionnement du store intérieur et contrôle de l'étanchéité ;
- Contrôle, nettoyage, graissage des serrures et des loqueteaux des portillons de coffres ;
- Contrôle de l'état des compas à gaz et de leur fixation ;
- Contrôle, révision de la cloison et de la porte coulissante intérieure, chariots, serrure, poignée et verrou à pompe.
- Contrôle de l'état général des pneumatiques
- Contrôle des circuits d'air (réservoirs, tuyaux, étanchéité)
- Vérification et graissage du circuit de freinage

##### *3.4.1.2 Vérification partie laboratoire :*

- Contrôle et révision de l'ensemble des serrures, charnières et fermetures des meubles ;
- Vérification, entretien de l'installation électrique et contrôle du bon fonctionnement notamment des prises de courant, des interrupteurs, des dispositifs de coupure ;
- Contrôle du chargeur et des équipements à très basse tension (entretien des batteries de servitudes) ;



- Contrôle du bon fonctionnement du plancher chauffant ;
- Contrôle du câble d'alimentation et de ses connexions ;
- Contrôle des blocs éclairage de secours ;
- Contrôle et nettoyage des extracteurs ;
- Contrôle des continuités des terres ;
- Test des dispositifs de protection dont les dispositifs différentiels résiduels de courant ;
- Contrôle des éclairages intérieurs et extérieurs ;
- Contrôle électrique périodique, vérification du maintien en état de conformité de l'installation électrique global ;
- Enregistrement et édition d'un rapport de contrôle selon les textes réglementaires en vigueur à la date du contrôle.

#### 3.4.1.3 *Vérification et entretien des systèmes de climatisation*

- Nettoyage du filtre des évaporateurs ;
- Contrôle des piles des télécommandes (changement si nécessaire) ;
- Nettoyage des compresseurs ;
- Contrôle global de l'installation de climatisation ;
- Complément de gaz si besoin ;
- Contrôle d'étanchéité des circuits ;
- Enregistrement et édition du rapport de contrôle à la date réalisée.

**Nota :** *Les opérations relatives aux fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques doivent respecter les prescriptions du code de l'environnement citées en référence (dont qualification, attestation de capacité, fiche d'intervention).*

### 3.4.2. Vérifications additionnelles

#### 3.4.2.1. *Vérification et contrôle des équipements et des installations incendie (semestriel) :*

Les remorques sont équipées d'extincteurs, d'installations de détection automatique d'incendie associée à une installation d'extinction automatique à gaz (centrales incendie, voir paragraphe 3.1.1 « Caractéristiques des remorques »).

Cette prestation s'effectue à raison de deux campagnes par an (voir calendrier). La prestation devra se faire selon les exigences techniques des règles APSAD R7 et R13 en vigueur au moment de sa réalisation.

Le titulaire doit détenir les certifications APSAD (en vigueur) de service d'installation de systèmes d'extinction automatique à gaz et d'installation de détection automatique d'incendie.

A l'issue de chaque vérification périodique, les comptes rendus de vérification (conformément aux règles APSAD R7 et R13 en vigueur au moment de sa réalisation) dûment remplis sont délivrés par le titulaire à l'AIA.AB.

La première visite de contrôle du système d'incendie est réalisée lors de la maintenance préventive annuelle de la remorque. Durant cette intervention, le contrôle du « ventitest » est réalisé conformément aux normes en vigueur.

La seconde visite de contrôle du système incendie de chaque remorque est réalisée sur le site de l'AIA.AB et selon les périodes prédéfinies.

#### 3.4.2.2. *Vérifications complémentaires :*

- Le remplacement des pièces d'usures ;
- Fourniture du rapport d'intervention (individualisé par remorque) ;
- Nettoyage intérieur et extérieur après travaux ;
- Contrôle et validation des travaux.

Le titulaire effectue le remplacement des petites pièces d'usure dites de première maintenance jusqu'à une valeur unitaire inférieure ou égale à 100 € ht (Ampoules, néons, câbles, disjoncteurs, serrures, verrous fermeture de tiroir.). *Cette liste n'est pas exhaustive, elle peut être étendue si besoin.*

### 3.4.3. Prestation de maintenance curative :

La maintenance curative consiste, après détection d'une panne, à remettre la remorque en état d'accomplir sa fonction.

Si une panne est détectée lors de la maintenance préventive, le titulaire soumet le plus rapidement possible, avant toute intervention, un devis à l'AIA.AB.

Ce devis de réparation doit être détaillé comme suit :

- La nature de la panne (équipement concerné, dysfonctionnement constaté et conséquences éventuelles sur le fonctionnement de l'ensemble de la remorque) ;
- Le nombre d'heures d'intervention nécessaires ;
- Le prix unitaire des pièces à remplacer (avec référence du matériel) ;
- Le montant de la réparation.

En dehors de la maintenance préventive, l'AIA.AB communique au titulaire les anomalies de fonctionnement constatées afin que celui-ci puisse diagnostiquer la panne et soumettre un devis de réparation. Cette maintenance curative peut être réalisée soit sur le site de l'AIA.AB, soit dans les locaux du titulaire ou, exceptionnellement, si cela est possible sur un site de stationnement de mission.

Le déclenchement de la prestation de maintenance curative est subordonné à la notification au titulaire par l'AIA.AB d'un bon de commande.

**Nota :** *L'AIA.AB ne mettra pas à disposition du titulaire de matériel pour la réalisation de la prestation.*

### 3.5. Contrôles réglementaires :

Pendant la phase de maintenance préventive, le titulaire réalise ou fait réaliser les contrôles réglementaires suivants :

- Contrôle technique des remorques ;
- Contrôle des installations électriques de l'atelier-laboratoire de chaque remorque ;
- Contrôle des extincteurs équipant les remorques.

Les contrôleurs doivent apporter la preuve de leur compétence (accréditation, agrément, ...) vis-à-vis de ces domaines.

Le titulaire doit transmettre à l'AIA.AB, les rapports issus des contrôles réalisés.

**Nota :** *La prise de rendez-vous auprès de l'organisme agréé pour le contrôle technique des remorques est à la charge du titulaire.*

### 3.6. Exigences concernant la documentation

Toute intervention sur une remorque donne lieu à un rapport rédigé sur un formulaire du titulaire.

Le titulaire transmet un rapport par remorque après chaque intervention. Celui-ci doit comporter les éléments suivants :

- La date de début et de fin d'intervention ;
- La nature de l'intervention et les pièces changées ;
- Le compte rendu ou le certificat de contrôle technique ;
- Le compte rendu ou le certificat du contrôle des extincteurs extérieurs ;
- Le compte rendu ou le certificat du contrôle de l'installation électrique ;
- Le compte rendu ou le certificat du contrôle de l'installation de climatisation ainsi que les fiches d'intervention relatives aux fluides frigorigènes ;
- Les comptes rendus ou les certificats du contrôle des installations de détection automatique d'incendie et d'extinction automatique à gaz du système incendie.

Le titulaire envoie ce rapport au référent de l'AIA.AB ou à son représentant, au plus tard, dans 5 jours ouvrés après restitution de la remorque.

### 3.7. Plan de management de la prestation

Au démarrage du marché, une revue de lancement de contrat se tiendra dans les locaux de l'AIA.AB. Le compte rendu sera rédigé en séance par le titulaire et approuvé par l'ensemble des participants.

Cette réunion est organisée, par le titulaire, dans les quinze jours suivant la date de notification du marché. Le titulaire doit fournir son plan de management de la prestation.



Le système de management de la prestation, présenté par le titulaire, passe en revue les points suivants :

- Organisation nominative du titulaire définissant les responsabilités des acteurs ;
- Désignation d'un référent de la société vis-à-vis de l'AIA.AB ;
- Planification de la prestation, mode de suivi ;
- Mode de vérification et validation interne de sa prestation ;
- Gestion des risques ;
- Gestion documentaire.

*Le plan d'organisation de la prestation du titulaire doit être approuvé par l'AIAAB. Cette acceptation est consignée dans le compte-rendu de réunion.*

### 3.8. Interfaces

#### 3.8.1. Référent de l'AIA.AB :

Au titre de ce marché, le référent de l'AIA.AB est la Section Planification et Conduite des Mission de la division métrologie ou son représentant.

Les coordonnées sont les suivantes :

Téléphone : 04.27.50.60.40

Adresse de messagerie : [aia-amberieu-metro-eqmob.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:aia-amberieu-metro-eqmob.contact.fct@intradef.gouv.fr)

## 4. SURETE DE FONCTIONNEMENT – EXIGENCES OPERATIONNELLES (Fiabilité, disponibilité, aptitude à l'emploi)

### 4.1. Délais de mise à disposition des remorques :

Par délai de mise à disposition des remorques, il est entendu le temps qui s'écoule entre le moment où la remorque est arrivée sur les lieux d'exécution de la prestation et celui où la remorque est prête à quitter ces lieux.

Selon la nature de la maintenance à réaliser, le titulaire dispose des délais de mise à disposition des remorques suivants :

Type d'intervention du titulaire	Délai de mise à disposition de la remorque par l'AIA.AB
Maintenance préventive + incendie dans les locaux du titulaire	11 jours ouvrés
Visite du système incendie sur le site de l'AIA.AB	05 jours ouvrés

### 4.2. Délais d'indisponibilité des remorques :

Un équipement est indisponible lorsque, indépendamment de la personne publique et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse.

Dans le cadre de la maintenance curative, le délai d'indisponibilité des remorques ne doit pas dépasser, sauf cas de force majeure ou difficulté d'approvisionnement des pièces à changer dûment justifiée par le titulaire, le seuil suivant : 10 jours ouvrés à compter de la mise à disposition de la remorque.

### 4.3. Calendrier d'exécution des maintenances

Remorques	Maintenance préventive + incendie	Incendie
70700076	Juillet-Août	Décembre
70700127	Janvier	Juillet-Août
70800023	Décembre	Juillet-Août
70600012	Juillet-Août	Décembre
71300103	Juillet-Août	Décembre

71500011	Novembre-Décembre	Juillet-Août
71500012	Juillet-Août	Décembre

**Nota :** Ces dates prévisionnelles pourront éventuellement évoluer d'un commun accord entre le titulaire et le référent de l'AIA.AB ou de son représentant.

La prestation sera exécutoire après notification au titulaire d'un bon de commande.

## 5. EXIGENCES PARTICULIERES

### 5.1. Prescriptions spécifiques d'accès dans un établissement militaire :

#### 5.1.1. Conditions d'entrée dans les établissements des armées :

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'instruction générale ministérielle sur la sécurité des points et réseaux sensibles militaires approuvée par le ministre de la défense sous le n° 26661 en date du 4 août 1993, qui fixe les conditions d'entrée dans les établissements des armées.

#### 5.1.2. Accès à l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'AMBERIEU (AIA.AB) :

Toute personne étrangère à l'AIA Ambérieu (AIA AB) doit être en possession d'un badge établi par le poste de garde. Ce badge est obligatoirement rendu au poste à l'occasion de chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.

L'entreprise doit, préalablement à l'exécution du marché, faire le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour pénétrer à l'intérieur de l'établissement.

A ce titre, elle doit en particulier fournir au service de sécurité de l'AIA AB, au plus tard deux (2) jours ouvrés avant le début d'exécution, pour les personnes concernées, les noms et prénoms, leurs dates et lieux de naissance et leur adresse complète (pièce d'identité en cour de validité).

Les sous-traitants éventuels des entreprises sont astreints aux mêmes règles et à l'application de ces mêmes formalités.

Il est précisé que l'accès à l'établissement de toutes personnes de nationalité étrangère (hors union européenne) fait l'objet d'une autorisation préalable.

Il est interdit d'introduire dans l'établissement des boissons alcoolisées, des appareils photographiques ou des armes.

Il est formellement interdit de fumer partout où l'interdiction en est affichée.

Toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être effectuées à tout moment par les gardiens assermentés du service de sécurité.

Le responsable de l'entreprise doit immédiatement signaler à la DPEI de l'AIA AB tout accident ou incident survenu à un membre de l'entreprise dans l'enceinte de l'établissement.

Tout contrevenant se voit immédiatement interdire l'entrée de l'établissement par le service de sécurité.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée si elle provoque un accident ou une détérioration de matériel appartenant à l'AIA AB.

### 5.2. Gestion de la documentation

(Voir annexe des clauses communes)

### 5.3. Exigences d'assurance de résultats

Le chef du département qualité contrôle de l'AIA.AB est l'autorité responsable de l'assurance qualité de la fourniture (AQF). Au titre de ce marché, le représentant de l'AQF chargé des opérations de vérification préalables à l'admission de la prestation est le chef des équipes mobiles de la division métrologie ou son représentant.

L'objectif principal des opérations de vérification est de vérifier que la prestation fournie respecte l'ensemble des exigences du présent CCTP.



Les opérations de vérification de la prestation portent sur les éléments suivants :

- Le respect du plan d'organisation ;
- Le respect des clauses du présent cahier technique ;
- Le respect des délais d'exécution de la prestation ;
- La rédaction et la remise du rapport d'intervention ;
- La mise à jour des carnets de maintenance et d'entretien des remorques.

La décision d'admission est prononcée, par la personne publique, à l'issue des opérations précitées ainsi qu'après la vérification du contenu des documents livrés.

## **6. ASSURANCE QUALITE**

### **6.1. Exigences d'assurance de la qualité**

### **6.2. Suivi qualité (indicateurs, bilans)**

(Voir annexe des clauses communes)

## **7. EXIGENCES PREVENTION**

### **7.1. Exigences concernant la Santé et Sécurité au Travail (plan prévention, risques particuliers, accident du travail, assurance fournisseur)**

(Voir annexe des clauses communes)

### **7.2. Exigences concernant la protection de l'environnement**

(Voir annexe des clauses communes)

## **8. CONDITIONS DE LIVRAISON**

### **8.1. Perception et restitution des remorques :**

Avant la perception ou la restitution de la remorque (remise physique), il est procédé à une reconnaissance contradictoire entre le titulaire et le représentant de l'AIA.AB (personnel de l'AIA.AB ou sous-traitant civil) concernant la conformité et le bon état apparent du véhicule.

La reconnaissance contradictoire s'effectue par un écrit daté et signé des parties.

### **8.2. Exigences de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit**

Le temps imparti à l'AIA.AB pour effectuer les opérations de vérification est de 30 jours calendaires\* à compter du lendemain du jour de la restitution de la remorque à l'AIA.AB.

(\*) Sous réserve de la réception du rapport d'intervention dans 5 jours ouvrés après restitution de la remorque.

### **8.3. Transport des remorques :**

Le transport des remorques est à la charge de l'AIA.AB.

Toutefois et compte tenu de la rationalisation des moyens de soutien de transport logistique au sein du Ministère de la défense, l'AIA.AB peut demander, au titre de la maintenance préventive, au titulaire de réaliser le transport des remorques entre l'AIA.AB et ses locaux.

Cette prestation vient en complément des moyens de transports civiles dédiés à cette mission.

En cas de nécessité, l'AIA.AB peut demander, au titulaire, cette prestation de transport.

Dans le cas où, la prestation est confiée à un transporteur, le titulaire demeure personnellement responsable, vis-à-vis de l'AIA.AB.

## ANNEXE – CLAUSES COMMUNES AUX CCTP

### ➤ Gestion de la documentation

Tous les échanges dans le cadre du contrat se font en français (notamment : courriers, contacts téléphoniques, réunions, documents, notice d'utilisation).

Tous les documents utilisateurs établis au titre du contrat sont rédigés en français. Les documents sont livrés en 2 exemplaires papier et sous forme informatique (DVD, CDROM, USB).

Compte tenu des contraintes liées à la passerelle utilisée par AIA AB, les seuls fichiers autorisés pour les pièces jointes des messages transmis par messagerie sont :

- les fichiers de taille inférieure à 4 Mo par message,
- les fichiers bureautiques générés avec les outils Windows® sans macro,
- les fichiers .PDF générés avec Acrobat® de la société Adobe® sans macro,
- les fichiers « texte » en général,
- les images (les formats .GIF et .jpeg seront préférés au format .bmp),
- les fichiers énumérés ci-dessus et compressés sont autorisés (7zip® recommandé).
- Tout support ayant contenu des données de travail du ministère des armées reste à la propriété de l'AIA.

### ➤ Exigence d'assurance de la qualité

L'AIA, certifié ISO 9001, se doit de maîtriser ses fournisseurs. Dans ce cadre, l'AIA demande au titulaire de disposer d'un système d'assurance qualité de niveau ISO 9001 ou à minima demandé de :

- Maîtriser ses ressources humaines (effectif, compétence, facteurs humains...)
- Maîtriser la conception/développement et/ou sa production/prestation de service.
- Maîtriser les produits et services fournis par des prestataires externes (incluant ses procédés spéciaux sous-traités).
- Maîtriser ses sous-traitants, avec répercussion des exigences à toute la chaîne d'approvisionnement.
- Identifier, marquer et tracer;
- Gérer la protection de la propriété (intellectuelle et des moyens mis à disposition) du client.
- Maîtriser son infrastructure (y compris ses moyens de production, logiciels, réseaux, etc...).
- Garantir les conditions d'environnement adaptées.
- Maîtriser les moyens de mesure utilisés pour garantir les résultats de la prestation.
- Disposer de dispositifs de surveillance et de mesures interne (audits, satisfaction du client, produits non conformes, actions préventives et curatives.)
- Maîtriser et traiter les non-conformités;
- Maîtriser les informations documentées (procédures et enregistrements liés à la prestation et aux activités associées) ;
- Maîtriser les risques et les modifications;
- Designier un correspondant pouvant répondre aux points évoqués ci-dessus.

L'AIA se réserve le droit de :

- Auditer le titulaire;
- Accéder, pour lui ou son représentant, aux sites de production, à toute la chaîne d'approvisionnement et aux enregistrements associés.
- Demander un plan de management d'assurance qualité qui décrit l'ensemble des dispositions, des éléments justificatifs et des preuves, répondant à l'ensemble des exigences de ce CCTP, dont les points ci-dessus.
- Evaluer le titulaire tout au long de son contrat, en termes de qualité et de délai. Si les résultats attendus par le contrat ne sont pas atteints, l'AIA s'assurera que le titulaire a mis en place des actions appropriées et efficaces pour y remédier et pourra mettre en place un contrôle et suivi renforcé et auditer le titulaire.



➤ **Exigences concernant la Sécurité et Santé au Travail (SST) (plan prévention, risques particuliers, accidents du travail, assurance fournisseur)**

○ **Coordonnées du Bureau Prévention Environnement et Incendie (BPEI)**

Les coordonnées du Bureau Prévention Environnement et Incendie de l'AIA.AB sont les suivantes :  
Téléphone : 04-74-34-38-60 postes 8642784286 ou 8642784058.

[ba278-bpei-sst.resp.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ba278-bpei-sst.resp.fct@intradef.gouv.fr) ou [ba278-bpei.secretaire.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ba278-bpei.secretaire.fct@intradef.gouv.fr)

○ **Intervention entreprise extérieure**

Si le titulaire doit intervenir dans l'enceinte de l'AIA.AB, il devra se conformer aux dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19/05/2020 pris en application des prescriptions du code du travail citées en référence.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Conformément au chapitre II de l'instruction sus citée, il sera procédé à l'initiative du responsable AIA.AB des travaux ou de la prestation, à une inspection préalable commune des locaux au cours de laquelle les risques de co-activités éventuels seront identifiés, et un plan de prévention sera élaboré avant la première intervention de l'entreprise extérieure à l'intérieur de l'enceinte de l'AIA.AB.

Le titulaire s'engage également à appliquer les consignes générales « entreprises extérieures » établies sur le site d'Ambérieu en Bugey.

○ **Formation à la sécurité (en fonction des prestations)**

Pour ce qui concerne la prestation, l'AIA.AB souligne au titulaire qu'il sera de son ressort d'assurer notamment la formation de ses personnels :

- A la protection contre les dangers des courants électriques (les opérateurs qui seraient appelés à intervenir sur des matériels alimentés par le courant électrique devront être titulaires de l'habilitation correspondante en cours de validité délivrée par leur employeur. Si une situation de travail entre dans ce cadre, cette pièce devra être présentée préalablement à toute intervention).
- A la conduite et à la mise en œuvre des appareils de levage et de manutention mentionnés par la réglementation.
- Aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident.

○ **Substances et produits dangereux (SPD)**

Le titulaire est tenu de fournir et de mettre à disposition les fiches de données de sécurité correspondantes aux différents produits utilisés ou mis sur le marché, de respecter la réglementation afférente pour leur utilisation.

A chaque modification de celle-ci, le titulaire est tenu de mettre à disposition la nouvelle version/édition à l'utilisateur. Lors d'une substitution d'un produit dangereux, le titulaire devra aviser l'utilisateur. Dans le cadre d'un procédé spécial, l'utilisateur devra effectuer des essais en vue de valider techniquement le produit de substitution proposé par le titulaire. Le titulaire est tenu de fournir la liste des produits chimiques dangereux, mis en œuvre ou nécessaires au fonctionnement de l'équipement, ainsi que les fiches de données de sécurité correspondantes, et de respecter la réglementation afférente pour leur utilisation.

○ **Equipements de Protection Individuelle (si travaux à réaliser par le titulaire)**

Toutes les protections individuelles nécessaires et appropriées pour prévenir les risques générés par les travaux ou la prestation sont à la charge du titulaire.



### ○ Prestations en interne (exemple Maintenance machines,)

Les équipements de travail doivent être maintenus en conformité avec les règles techniques de conception et de construction qui leurs sont respectivement applicables lors de leur mise en service.

Selon le niveau de maintenance, le montage et le démontage des équipements de travail doivent être réalisés de façon sûre, notamment en respectant les instructions du fabricant.

La remise en service d'un équipement de travail, après opération de maintenance ayant nécessité le démontage des dispositifs de protection, devra être précédée d'un essai permettant de vérifier que ces dispositifs sont en place et fonctionnent correctement.

Lors d'opération de maintenance sur équipements de travail appartenant à l'AIA, le titulaire s'engage à :

Ne pas modifier les caractéristiques initiales de l'équipement de travail.

### ○ Acquisition d'équipement de travail

L'équipement de travail doit répondre aux prescriptions réglementaires du Code du travail en vigueur, notamment :

- doit être conçu et construit de façon que sa mise en place, son utilisation, son réglage, sa maintenance, dans des conditions conformes à sa destination, y compris en cas de modification, n'exposent pas les personnes à un risque d'atteinte à leur sécurité ou leur santé (conformité aux règles techniques de santé et de sécurité pour la conception et la construction fixées dans l'annexe I du titre 1er du livre III de la partie IV de la partie réglementaire du code du travail ; conformité aux normes de construction en vigueur relatives à l'équipement).

- doit être accompagné d'une notice d'instruction en français.

- doit être conforme aux règles techniques et satisfaire aux règles de procédure qui lui sont applicables.

- les moyens de protection doivent être conçus et fabriqués de manière à protéger les personnes, dans des conditions d'utilisation et de maintenance, y compris en cas de modification, conformes à leur destination, contre les risques pour lesquels ils sont prévus.

- le fabricant, l'importateur ou le responsable de la mise sur le marché de la machine établit et signe une déclaration CE de conformité par laquelle il atteste que la machine est conforme aux règles techniques pertinentes et satisfait aux procédures d'évaluation de la conformité applicables.

- le marquage CE de conformité est apposé de manière distincte, lisible et indélébile, sur chaque exemplaire de la machine pour attester que l'exemplaire de la machine est conforme aux règles techniques de conception, de construction et de fabrication et a satisfait aux procédures d'évaluation de la conformité applicables.

### ○ Prêt de matériel, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur

La fourniture de matériels, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur à une entreprise extérieure est interdite en dehors d'un cadre contractuel précis et, dans ce cas, à condition de prendre les précautions suivantes :

- le chef de l'organisme utilisateur et le chef de l'entreprise extérieure, ou leurs représentants, doivent vérifier en commun avant emploi de ces matériels, outillages ou produits qu'ils ont été contrôlés et qu'ils sont en bon état général de fonctionnement ou d'utilisation ;

- le chef de l'organisme utilisateur et le chef de l'entreprise extérieure ou leurs représentants doivent s'assurer que les salariés de cette entreprise extérieure connaissent le mode d'emploi, les précautions à prendre et les dangers potentiels des matériels, outillages et produits qui leur sont remis. Dans le cas contraire une formation appropriée sera dispensée, selon ses possibilités, par l'organisme utilisateur à l'entreprise extérieure ;

- les registres de contrôles obligatoires prévus par la réglementation doivent être consultés ;

- le matériel, outillage ou produit doit être confié à une personne qualifiée de l'entreprise extérieure et non aux salariés au travail ; cette personne remet en échange une attestation par laquelle elle reconnaît avoir reçu toutes informations ou mises en garde concernant ce qui lui a été confié.

Afin d'éviter tout litige concernant les responsabilités en cas d'emploi ultérieur de matériels, outillages ou produits prêtés, le chef de l'organisme utilisateur doit vérifier que ceux-ci sont restitués en bon état.



*Ces exigences et dispositions doivent être communiquées par le titulaire auprès des sous-traitants éventuels pour application.*

➤ **Exigences concernant la protection de l'environnement**

L'AIA.AB dispose d'un Système de Management Environnemental et est certifié ISO 14001.

L'établissement a, dans ses priorités, la maîtrise des effets sur l'environnement des activités réalisées sur le site.

La politique environnementale est communiquée aux entreprises œuvrant sur le site; les procédures "environnement" concernant l'activité peuvent être consultés.

Si le titulaire doit intervenir dans l'enceinte de l'AIA.AB, les exigences relatives à la maîtrise des aspects environnementaux, liées aux prestations du présent marché, seront précisées dans le plan de prévention mentionné au paragraphe « Exigences concernant la Sécurité et la Santé au Travail » de l'annexe Clauses communes au CCTP.

Pour cela, le responsable des travaux du site, avant la mise en route des prestations, recensera en compagnie du responsable du titulaire, les risques environnementaux encourus, les impacts possibles des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des règles en vigueur :

- en matière de bruit : pour ne pas dépasser le niveau limite de bruit et les émergences autorisées en limite de propriété,

- en matière de déchets : (sauf cas exceptionnel et précisé), le titulaire est responsable de la production et de l'évacuation des déchets issus de son intervention à l'extérieur de l'établissement selon la filière d'élimination adaptée et réglementée. Selon la nature des déchets, il devra transmettre une copie du bon d'enlèvement et/ou du bordereau de suivi des déchets dangereux à l'AIA.

- en matière de gestion de l'eau : le titulaire doit veiller, au niveau de l'utilisation à réduire sa consommation, et au niveau des rejets à s'informer du lieu et du mode de rejet autorisé,

- en matière d'économie d'énergie : le titulaire doit veiller aux pratiques d'économie d'énergie en vigueur à l'établissement.

- en matière de substances et produits dangereux (SPD) : le titulaire est tenu de fournir la liste des produits chimiques dangereux, mis en œuvre, ainsi que les fiches de données de sécurité correspondantes, et de respecter la réglementation afférente pour leur utilisation.

- dans le cadre de la fourniture d'équipement : l'équipement doit favoriser la maîtrise de la consommation d'énergie et la limitation de la consommation en matières premières. Il doit permettre de limiter la production de déchets notamment en favorisant le recyclage, le réemploi ou la valorisation.

Si le prestataire s'est engagé dans une démarche de management environnemental dans le cadre de ses activités, celui-ci transmettra les informations présentant les domaines de protection de l'environnement abordés ainsi que les niveaux de maîtrise appliqués.

Il précisera si son engagement dans cette démarche constitue une action permanente avec renouvellement périodique.

*Ces exigences et dispositions doivent être communiquées par le titulaire auprès des sous-traitants éventuels pour application.*